

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31971]

**8 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la protection des animaux au moment de leur mise à mort**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

Vu le règlement (CE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ;

Vu le Code wallon du bien-être des animaux, articles D.3, D.57, § 2, D.58, § 3, D.59, D.60 et D.61;

Vu le livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, articles D.140<sup>bis</sup> et R.87 ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1988 relatif à certains abattages prescrits par un rite religieux ;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 1998 relatif à la protection des animaux pendant l'abattage ou la mise à mort ;

Vu le rapport du 30 septembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n° 01/2021, donné le 15 janvier 2021 ;

Vu l'avis 69.012/4 du Conseil d'État, donné le 8 avril 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Gouvernement wallon d'assurer la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

Considérant que l'intérêt économique pour des poules élevées spécifiquement dans le but d'atteindre de hautes performances de ponte ne constitue pas un motif légitime, au sens de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du Code du bien-être des animaux, pour tuer par méthode de broyage des poussins mâles issus de ces lignées de reproduction ;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le règlement n° 1099/2009 : le règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

2° le Service : la direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le bien-être animal dans ses attributions ;

3° un centre d'examen : toute entité organisant un examen indépendant permettant d'obtenir le certificat de compétence visé à l'article 7 du règlement n° 1099/2009, qui satisfait aux prescriptions visées à l'article 21, § 2, règlement n° 1099/2009 et dont la procédure d'examen a été approuvée par le Service ;

4° une UGB : une unité de gros bétail selon les taux de conversion déterminés à l'article 17, § 6, alinéa 2, du règlement n° 1099/2009 ;

5° une situation de conflit d'intérêt : situation dans laquelle se trouve un expert-vétérinaire qui possède à titre personnel des intérêts directs ou indirects qui pourraient influencer ou paraître influencer sur la manière dont il s'acquitte de ses fonctions et des responsabilités qui lui ont été confiées par le Service. Les intérêts directs ou intérêts indirects désignent tout avantage qui peut exister pour l'expert-vétérinaire ou en faveur de personnes ou d'organisations avec lesquelles il a eu des relations d'affaires, de sa famille ou de personnes proches ;

6° un expert-vétérinaire : un vétérinaire indépendant, en ordre d'inscription au tableau de l'Ordre des médecins vétérinaires et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts vis-à-vis des missions visées à l'article 10, § 2, du présent arrêté.

**CHAPITRE II. — Compétence des personnes pratiquant la mise à mort des animaux**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Service est l'autorité compétente visée à l'article 21 du règlement n° 1099/2009.

§ 2. Conformément à l'article 7 du règlement n° 1099/2009, toute personne qui effectue la mise à mort ou les opérations annexes obtient un certificat de compétence après avoir suivi une formation initiale et après avoir réussi un examen organisé par un centre d'examen.

Les coordonnées des centres d'examen approuvés par le Directeur du Service sont publiées sur le portail du Bien-être animal du Service public de Wallonie.

§ 3. Le Directeur du Service délivre le certificat de compétence suivant le modèle fixé à l'annexe 1<sup>re</sup> portant un numéro d'identification unique.

Le Directeur du Service peut déléguer la délivrance des certificats de compétence au centre d'examen.

Le centre d'examen transmet la liste des personnes ayant réussi l'examen au Service dans un délai de trente jours à partir de la date de l'examen, ainsi que le numéro d'identification de leur certificat le cas échéant.

§ 4. Le Service retire le certificat de compétence à la personne qui a commis une infraction grave à la législation communautaire ou à la législation nationale en matière de protection des animaux.

§ 5. L'exploitant met en place un système de formation pour le personnel visé au paragraphe 2. Ce système comprend une formation initiale ainsi que des formations de remise à niveau annuelle.

La formation initiale constitue la formation prévue au paragraphe 2.

§ 6. Le système de formation comprend lors de chaque formation au minimum deux heures de cours théoriques portant sur les matières reprises à l'annexe IV du règlement n°1099/2009 et se rapportant aux catégories d'animaux et aux pratiques concernées par l'abattoir.

§ 7. Le système de formation, prévu au paragraphe 5, est partie intégrante des modes opératoires normalisés prévus à l'article 6 du règlement n° 1099/2009.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le responsable du bien-être des animaux visé à l'article 17 du règlement n° 1099/2009, remplit les conditions suivantes :

1° il est titulaire d'un certificat de responsable du bien-être des animaux après avoir suivi une formation et réussi un examen indépendant ;

2° conformément à l'article 21, § 6, du règlement n°1099/2009, sans préjudice d'une décision d'une autorité judiciaire ou d'une autorité compétente interdisant la prise en charge d'animaux, il n'a commis aucune infraction au Code wallon du Bien-être des animaux ou à ses arrêtés d'exécution, au cours des trois ans qui précèdent la date de demande de certificat.

Il est satisfait à la condition prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, en fournissant au Service une déclaration sur l'honneur.

§ 2. La formation et l'examen prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> sont organisés par un établissement d'enseignement supérieur constitué, subventionné ou reconnu par les autorités compétentes en matière d'enseignement. La formation et l'examen sont approuvés par le Service.

La formation comprend au minimum sept heures de cours théoriques portant sur les matières reprises à l'annexe IV du règlement n°1099/2009 et se rapportant aux catégories d'animaux et aux pratiques concernées par les abattoirs.

L'établissement d'enseignement fait parvenir au Service dans les trente jours après l'examen, la liste des personnes ayant réussi l'examen.

Le certificat de responsable du bien-être des animaux est délivré par le Directeur du Service.

Le certificat est reconnu équivalent au certificat de compétence visé à l'article 21, § 7, du règlement n° 1099/2009.

**Art. 4.** En application de l'article 21, § 7, du règlement n° 1099/2009, le Service peut reconnaître certaines qualifications comme équivalentes au certificat de compétence visée à l'article 21, § 2, du règlement n° 1099/2009. Le Service publie la liste des qualifications reconnues comme équivalentes sur le portail Bien-être animal du Service public de Wallonie.

#### CHAPITRE III. — *Communication des modes opératoires normalisés et autres informations*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux articles 6, § 4, et 14, § 2, du règlement n° 1099/2009, l'exploitant communique au Service les modes opératoires normalisés ainsi que les éléments suivants :

- a) le nombre maximal d'animaux par heure pour chaque chaîne d'abattage ;
- b) les catégories d'animaux et les poids pour lesquels le matériel d'immobilisation ou d'étourdissement disponible peut être utilisé ;
- c) la capacité maximale de chaque emplacement d'hébergement ;
- d) l'exploitant déclare que l'abattoir fait ou non partie de la catégorie des abattoirs qui abattent moins de mille UGB ou moins de cent cinquante mille oiseaux ou lapins par an.

§ 2. Les modes opératoires normalisés et les éléments repris au § 1<sup>er</sup> sont communiqués au Service via le formulaire prévu à l'annexe 2 dans les trois mois qui suivent le début de l'activité de l'abattoir.

§ 3. L'exploitant notifie au Service toute modification aux informations transmises conformément au paragraphe 2 préalablement à la mise en place de celles-ci.

#### CHAPITRE IV. — *Vidéosurveillance*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article D.58 du Code wallon du bien-être des animaux, les exploitants installent des caméras de vidéosurveillance ciblées sur les animaux vivants dans tous les endroits de l'abattoir où se trouvent des animaux vivants.

§ 2. Les caméras de vidéosurveillance enregistrent en continu des images exploitables qui permettent d'avoir une vue complète de toutes les étapes comprises entre le déchargement des animaux lors de leur arrivée à l'abattoir jusqu'à la fin de leur abattage.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux abattoirs qui abattent moins de mille UGB ou moins de cent cinquante mille oiseaux ou lapins par an à la condition qu'un expert-vétérinaire désigné par le Service en application de l'article 12 du présent arrêté, contrôle le respect du bien-être des animaux pendant toute la durée de l'abattage et des opérations annexes.

§ 4. L'exploitant permet l'accès en tout temps aux images de vidéosurveillance à toute personne visée au 2<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe 2 de l'article D.58 du Code wallon du bien-être des animaux.

§ 5. L'exploitant s'assure que des indications claires et visibles permettent à toutes les personnes susceptibles d'être filmées d'en avoir connaissance.

Ces indications comprennent l'identité du responsable de traitement des images, le but de la surveillance ainsi que toutes autres informations nécessaires pour garantir les droits des personnes concernées. Ces informations ne peuvent pas être seulement données par l'affichage d'un symbole.

Conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, l'ensemble des informations reprises en son article 13 sont également fournies aux personnes susceptibles d'être filmées.

En outre, les travailleurs sont informés du nombre de caméras installées, de leur emplacement précis et des périodes pendant lesquelles elles fonctionnent.

§ 6. En application de l'article D.58, paragraphe 3, 4<sup>e</sup>, du Code wallon du bien-être des animaux, l'exploitant est responsable du traitement au sens du règlement (CE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

CHAPITRE V. — *Notification obligatoire*

**Art. 7.** En application de l'article D.60 du Code wallon du bien-être des animaux, la personne habilitée à surveiller et contrôler le respect du bien-être animal est le responsable du bien-être animal désigné par l'exploitant de l'abattoir.

L'abattoir exempté de l'obligation de désigner un responsable du bien-être animal comme prévu à l'article 17 du règlement n° 1099/2009, désigne une personne possédant le certificat de compétence visé à l'article 2.

Toute situation portant atteinte au bien-être animal est notifiée au Service dans un délai maximal de 24 heures après sa survenance par courrier électronique envoyé à l'adresse [ubea.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:ubea.dgarne@spw.wallonie.be).

CHAPITRE VI. — *Assistance scientifique*

**Art. 8.** Les experts scientifiques reconnus pour leurs travaux en matière de bien-être animal visés à l'article 2, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux fournissent au Service l'assistance scientifique visée à l'article 20 du règlement n° 1099/2009.

CHAPITRE VII. — *Contrôle de l'abattage par des experts-vétérinaires*

**Art. 9.** En application de l'article D.140 bis et de l'article R.87 du Livre Ier du Code de l'Environnement, le Service peut faire exécuter des missions de contrôle au sein des abattoirs par des experts-vétérinaires qu'il désigne.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins de l'article 9, le Service procède à une procédure de marché public de services afin de désigner les experts-vétérinaires.

§ 2. En application de l'article D.140 bis et de l'article R.87, du Livre Ier du Code de l'Environnement, les experts-vétérinaires se voient confier des missions de contrôle portant uniquement sur :

- l'abattage et les opérations annexes définies à l'article 2, b), du règlement n°1099/2009 ;
- les modes opératoires normalisés de l'abattoir définis à l'article 2, i), du règlement n°1099/2009 ;
- la configuration, l'aménagement et l'équipement des abattoirs, dont les prescriptions sont régies à l'annexe II du règlement n°1099/2009, sur la base des informations transmises par l'exploitant au Service conformément à l'article 14, § 2, du règlement n°1099/2009 ;
- la compétence du responsable du bien-être des animaux.

§ 3. Le Service communique les informations nécessaires à la bonne exécution des missions de contrôle dont l'expert-vétérinaire est chargé.

**Art. 11.** L'expert-vétérinaire respecte les obligations suivantes dans le cadre de l'exécution de ses missions de contrôle :

1° une fois la mission de contrôle acceptée par l'expert-vétérinaire, celui-ci est tenu à la stricte observance des dispositions et procédures fixées dans la réglementation, les instructions, ainsi qu'au respect des horaires qui sont, le cas échéant, imposés en vue de la continuité du service public ;

2° l'expert-vétérinaire s'engage à signaler sans délai au Service toute modification de ses qualifications d'expert-vétérinaire, à savoir être médecin vétérinaire indépendant et en ordre d'inscription au tableau de l'Ordre des Médecins Vétérinaires ;

3° l'expert-vétérinaire s'engage à participer aux formations organisées par le commanditaire, afin de disposer en permanence des connaissances techniques et des qualifications nécessaires ;

4° l'expert-vétérinaire se doit de refuser toute mission qui le placerait dans une situation de conflit d'intérêts ;

5° l'expert-vétérinaire est tenu à tout moment à un strict devoir de réserve concernant les données dont il prend connaissance dans l'accomplissement des tâches composant sa mission, concernant les données qui se rapportent au Service et à sa gestion, ainsi qu'aux établissements où il exerce ses activités dans le cadre de la mission et à leur gestion d'entreprise ;

6° l'expert-vétérinaire est civilement responsable des prestations fournies.

CHAPITRE VIII. — *Elaboration et diffusion des guides des bonnes pratiques et dépeuplement*

**Art. 12.** Le Service est l'autorité compétente visée à l'article 13 du règlement n° 1099/2009.

**Art. 13.** Le Service est l'autorité compétente visée à l'article 18, §§ 2 à 4, du règlement n° 1099/2009.

CHAPITRE IX. — *Mise à mort des poussins*

**Art. 14.** Il est interdit de mettre à mort les poussins de volailles domestiques de l'espèce *Gallus gallus* par méthode de broyage, telle que visée à l'annexe I du règlement n° 1099/2009.

CHAPITRE X. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 15.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 11 février 1988 relatif à certains abattages prescrits par un rite religieux, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1988 et 27 mars 1988 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 août 2016 ;

2° l'arrêté royal du 16 janvier 1998 relatif à la protection des animaux pendant l'abattage ou la mise à mort, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 2006.

**Art. 16.** L'exploitant dont l'abattoir est en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dispose d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour communiquer les modes opératoires normalisés et les éléments prévus à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 17.** Les certificats de compétence et les certificats de responsable du bien-être animal délivrés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont valables pour l'application du présent arrêté.

**Art. 18.** Le Ministre qui a le bien-être animal dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Annexe 1<sup>re</sup>. Le certificat de compétence professionnelle

Certificat de compétence professionnelle de l'abattoir n° : «.....» conformément à l'article 21 du règlement (CE) n° 1099/2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort

Attribué à «Prénom» «Nom»,

né le «date de naissance», de nationalité «.....»

<p><u>Examen :</u></p> <p>Date : «.....» Lieu : «.....»</p>	<p><u>Opérations d'abattage*</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- manipulation des animaux et les soins qui leur sont donnés avant leur immobilisation</li> <li>- l'immobilisation des animaux en vue de l'étourdissement ou de la mise à mort</li> <li>- l'étourdissement des animaux</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité de l'étourdissement</li> <li>- l'accrochage ou le hissage d'animaux vivants</li> <li>- la saignée d'animaux vivants</li> </ul> <p><i>*biffer catégorie non valable</i></p>
<p><u>Valable pour*</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bovins</li> <li>- porcs</li> <li>- petits ruminants</li> <li>- volailles</li> <li>- équidés</li> <li>- ratites</li> <li>- lapins</li> <li>- gibier d'élevage</li> </ul> <p><i>*biffer catégorie non valable</i></p>	
	<p><u>Type de matériel autorisé:</u></p>

Délivré par « Nom et signature »

Date et cachet :

**Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel**

Conformément à la législation relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous adressez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier auprès du Service public de Wallonie et ne pourront être transmises, sauf mention contraire dans ce formulaire, qu'au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez ce formulaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2021 relatif à la protection des animaux au moment de leur mise à mort.

Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Annexe 2. Formulaire reprenant les modes opératoires normalisés ainsi que les éléments d'information de l'abattoir  
Conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2021 relatif à la protection des animaux au moment de leur mise à mort.

Ce formulaire concerne : \* 1<sup>ère</sup> demande

\* modification des informations: . . . . .

Abattoir : . . . . .

Adresse de l'abattoir : . . . . .

Nom et prénom de l'exploitant : . . . . .

Numéro de téléphone : . . . . .

E-mail : . . . . .

L'abattoir entre dans la catégorie des abattoirs qui abattent plus de 1 000 unités de gros bétail (mammifères) ou 150 000 oiseaux ou lapins par an (1)

OUI NON

En annexe à cette demande, je joins les données suivantes :

WW Les modes opératoires normalisés conformément à l'article 6 du règlement (CE) n° 1099/2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort qui comprennent :

- Une description de la planification de la mise à mort des animaux et des opérations annexes
- Les mesures correctrices mises en place lorsqu'il est établi qu'un animal n'a pas été étourdi correctement

WW Les données d'abattage conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 1099/2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort qui comprennent pour chaque chaîne d'abattage :

- L'espèce abattue
- Le nombre maximal d'animaux abattus/heure
- Le cas échéant, la méthode d'immobilisation/d'étourdissement utilisée (type de matériel)
- La catégorie d'animaux et le poids pour lesquels le matériel d'immobilisation ou d'étourdissement disponible peut être utilisé
- La capacité maximale de chaque emplacement d'hébergement

Certifié sincère et véritable,

Date et lieu :

Signature de l'exploitant :

Cette demande et ses annexes sont à renvoyer

- par mail : [bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be)

ou

- par voie postale :

Service public de Wallonie

Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-Être animal

Direction de la Qualité et du Bien-être animal

Chaussée de Louvain 14

5000 Namur

#### **Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel**

Conformément à la législation relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous adressez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier auprès du Service public de Wallonie et ne pourront être transmises, sauf mention contraire dans ce formulaire, qu'au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez ce formulaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2021 relatif à la protection des animaux au moment de leur mise à mort.

Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Conformément au règlement (CE) n° 1099/2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort: on entend par «unité de gros bétail» une unité de mesure standard correspondant au taux de conversion suivants: a) gros bovins et équidés: 1 unité de gros bétail (UGB); b) autres bovins: 0,50 UGB; c) porcins d'un poids supérieur à 100 kg de poids vif: 0,20 UGB; d) autres porcins: 0,15 UGB; e) ovins et caprins: 0,10 UGB; f) agneaux, chevreaux et porcelets de moins de 15 kg de poids vif: 0,05 UGB.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31971]

## 8. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.3, D.57 § 2, D.58 § 3, D.59, D.60 und D.61;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.140bis und R.87;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Februar 1988 über bestimmte durch einen religiösen Ritus vorgeschriebene Schlachtungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Januar 1998 über den Schutz von Tieren bei der Schlachtung oder Tötung;

Aufgrund des Berichts vom 30. September 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 5. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Oktober 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. Oktober 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund der am 15. Januar 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 01/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 8. April 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 69.012/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Regierung fällt, den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das wirtschaftliche Interesse an Hennen, die speziell zur Erzielung einer hohen Legeleistung gezüchtet werden, keinen legitimen Grund im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 des wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz für die Tötung männlicher Küken aus diesen Zuchtlinien durch Zerkleinerung darstellt;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verordnung (EG) 1099/2009: die Verordnung (EG) 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung;

2° Dienststelle: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu deren Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört;

3° Prüfungszentrum: jede Einrichtung, die eine unabhängige Prüfung zur Erlangung des Sachkundenachweises gemäß Artikel 7 der Verordnung Nr. 1099/2009 durchführt, die die in Artikel 21 Absatz 2 der Verordnung Nr. 1099/2009 genannten Anforderungen erfüllt und deren Prüfungsverfahren von der Dienststelle genehmigt wurde;

4° GVE: eine Großvieheinheit gemäß den in Artikel 17 Absatz 6 Unterabsatz 2 der Verordnung Nr. 1099/2009 festgelegten Umrechnungssätzen;

5° Interessenkonflikt: eine Situation, in der ein Veterinärsachverständiger direkte oder indirekte persönliche Interessen hat, die die Art und Weise, wie er seine Aufgaben und die ihm von der Dienststelle übertragenen Verantwortlichkeiten ausführt, beeinflussen oder den Anschein einer Beeinflussung erwecken könnten. Direkte Interessen oder indirekte Interessen beziehen sich auf jeden Vorteil, der für den Veterinärsachverständigen oder zugunsten von Personen oder Organisationen bestehen kann, mit denen er geschäftliche Beziehungen hatte, seiner Familie oder ihm nahestehenden Personen;

6° Veterinärsachverständiger: ein unabhängiger Tierarzt, der ordnungsgemäß in der Tierärztekammer eingetragen ist und sich nicht in einer Situation des Interessenkonflikts in Bezug auf die in Artikel 10 § 2 des vorliegenden Erlasses genannten Aufgaben befindet.

KAPITEL II — *Fachkenntnis der Personen, die die Tötung von Tieren durchführen*

**Art. 2** - § 1. Die Dienststelle ist die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 21 der Verordnung Nr. 1099/2009.

§ 2. Gemäß Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 muss jede Person, die Tötungen oder damit zusammenhängende Tätigkeiten durchführt, einen Sachkundenachweis erwerben, nachdem sie eine Grundausbildung absolviert und eine von einem Prüfungszentrum organisierte Prüfung bestanden hat.

Die Kontaktdaten der vom Direktor der Dienststelle zugelassenen Prüfungszentren werden auf dem Tierschutzportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht.

§ 3. Der Direktor der Dienststelle stellt den Sachkundenachweis nach dem Muster in Anhang 1 aus und versieht ihn mit einer individuellen Identifikationsnummer.

Der Direktor der Dienststelle kann die Ausstellung von Sachkundenachweisen dem Prüfungszentrum übertragen.

Das Prüfungszentrum übermittelt der Dienststelle innerhalb von 30 Tagen nach dem Prüfungstermin die Liste der erfolgreichen Kandidaten mit der Identifikationsnummer ihres Nachweises, falls vorhanden.

§ 4. Die Dienststelle entzieht einer Person, die einen schweren Verstoß gegen gemeinschaftliche oder nationale Tierschutzvorschriften begangen hat, den Sachkundenachweis.

§ 5. Der Betreiber hat ein Ausbildungssystem für das in Paragraph 2 genannte Personal einzurichten. Dieses System muss eine Grundausbildung und jährliche Fortbildungen umfassen.

Die Grundausbildung ist die in Paragraph 2 vorgesehene Ausbildung.

§ 6. Das Ausbildungssystem muss bei jedem Ausbildungskurs mindestens zwei Stunden theoretischen Unterricht zu den in Anhang IV der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 aufgeführten Themen umfassen, die sich auf die Tierkategorien und die Praktiken des Schlachthofs beziehen.

§ 7. Das in Paragraph 5 vorgesehene Ausbildungssystem ist Bestandteil der in Artikel 6 der Verordnung Nr. 1099/2009 vorgesehenen Standardarbeitsanweisungen.

**Art. 3 - § 1.** Der in Artikel 17 der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 genannte Tierschutzbeauftragte muss folgende Bedingungen erfüllen:

1° er verfügt über einen Nachweis als Tierschutzbeauftragter, nachdem er eine Ausbildung absolviert und eine unabhängige Prüfung bestanden hat;

2° gemäß Artikel 21, § 6 der Verordnung Nr. 1099/2009, unbeschadet einer Entscheidung einer Justizbehörde oder der zuständigen Behörde, die Handhabung von Tieren zu verbieten, hat er in den drei Jahren vor dem Datum der Beantragung des Nachweises keine Verstöße gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz oder dessen Ausführungserlasse begangen.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung wird durch Abgabe einer ehrenwörtlichen Erklärung gegenüber der Dienststelle erfüllt.

§ 2. Die in Paragraph 1 vorgesehene Ausbildung und Prüfung wird von einer Hochschuleinrichtung durchgeführt, die von den zuständigen Bildungsbehörden eingerichtet, bezuschusst oder anerkannt ist. Die Ausbildung und die Prüfung müssen von der Dienststelle genehmigt werden.

Das Ausbildungssystem muss mindestens sieben Stunden theoretischen Unterricht zu den in Anhang IV der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 aufgeführten Themen umfassen, die sich auf die Tierkategorien und die Praktiken des Schlachthofs beziehen.

Die Bildungseinrichtung übermittelt der Dienststelle innerhalb von dreißig Tagen nach der Prüfung eine Liste derjenigen, die die Prüfung bestanden haben.

Das Nachweis als Tierschutzbeauftragter wird vom Direktor der Dienststelle ausgestellt.

Dieser Nachweis wird als gleichwertig mit dem Sachkundenachweis gemäß Artikel 21 § 7 der Verordnung Nr. 1099/2009 anerkannt.

**Art. 4 -** In Anwendung von Artikel 21 § 7 der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 kann die Dienststelle bestimmte Qualifikationen als gleichwertig gegenüber dem Sachkundenachweis gemäß Artikel 21 § 2 der Verordnung Nr. 1099/2009 anerkennen. Die Dienststelle veröffentlicht die Liste der Qualifikationen, die als gleichwertig anerkannt werden auf dem Tierschutzportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

#### KAPITEL III — Mitteilung von Standardarbeitsanweisungen und anderen Informationen

**Art. 5 - § 1.** Gemäß Artikel 6 § 4 und Artikel 14 § 2 der Verordnung Nr. 1099/2009 stellt der Betreiber dem Dienst die Standardarbeitsanweisungen und die folgenden Informationen zur Verfügung:

- a) die Höchstzahl der Tiere pro Stunde für jede Schlachtlinie;
- b) die Kategorien und die Gewichtsklassen der Tiere, für die die Geräte zur Ruhigstellung oder Betäubung eingesetzt werden können;
- c) die Höchstkapazität jeder Stallung;
- d) der Betreiber erklärt, dass der Schlachthof in die Kategorie der Schlachthöfe fällt oder nicht fällt, in denen jährlich weniger als 1 000 Großvieheinheiten (GVE) Säugetiere oder 150 000 Stück Geflügel oder Kaninchen geschlachtet werden.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Standardarbeitsanweisungen und anderen Informationen sind der Dienststelle unter Verwendung des in Anhang 2 vorgesehenen Formulars innerhalb von drei Monaten nach Aufnahme der Tätigkeit des Schlachthofs mitzuteilen.

§ 3. Der Betreiber informiert die Dienststelle über alle Änderungen an den gemäß Paragraph 2 übermittelten Informationen, bevor diese umgesetzt werden.

#### KAPITEL IV — Videoüberwachung

**Art. 6 - § 1.** In Anwendung von Artikel D.58 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz müssen die Betreiber in allen Bereichen des Schlachthofs, in denen sich lebende Tiere befinden, Videoüberwachungskameras installieren, die auf lebende Tiere gerichtet sind.

§ 2. Die Videoüberwachungskameras zeichnen kontinuierlich verwertbare Bilder auf, die einen vollständigen Blick auf alle Phasen vom Abladen der Tiere bei ihrer Ankunft im Schlachthof bis zum Ende ihrer Schlachtung ermöglichen.

§ 3. Paragraph 1 ist nicht anwendbar auf die Schlachthöfe, in denen jährlich weniger als 1 000 Großvieheinheiten (GVE) Säugetiere oder 150 000 Stück Geflügel oder Kaninchen geschlachtet werden, unter der Bedingung, dass ein von der Dienststelle in Anwendung von Artikel 12 des vorliegenden Erlasses bestellter Veterinärsachverständiger die Einhaltung des Tierschutzes während der gesamten Schlachtung und der damit zusammenhängenden Vorgänge überwacht.

§ 4. Der Betreiber muss jeder Person im Sinne von Artikel D.58 Paragraph 2 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz jederzeit Zugang zu den Aufnahmen der Videoüberwachung gewähren.

§ 5. Der Betreiber hat dafür zu sorgen, dass eindeutige und sichtbare Hinweise angebracht werden, damit alle Personen, die gefilmt werden können, dies zur Kenntnis nehmen können.

Diese Hinweise umfassen die Identität der für die Verarbeitung der Bilder verantwortlichen Person, den Zweck der Überwachung und alle anderen Informationen, die zur Gewährleistung der Rechte der betroffenen Personen erforderlich sind. Allein durch die Anzeige eines Symbols können diese Hinweise nicht gegeben werden.

Gemäß der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG sind alle in deren Artikel 13 aufgeführten Informationen auch den Personen, die möglicherweise gefilmt werden, zur Verfügung zu stellen.

Darüber hinaus sind die Arbeitnehmer über die Anzahl der installierten Kameras, ihren genauen Standort und die Betriebszeiten zu informieren.

§ 6. In Anwendung von Artikel D.58 Paragraf 3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz ist der Betreiber verantwortlich für die Datenverarbeitung im Sinne der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

#### KAPITEL V — *Meldepflicht*

**Art. 7** - In Anwendung von Artikel D.60 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz ist die zur Überwachung und Kontrolle der Einhaltung des Tierschutzes befugte Person der vom Betreiber des Schlachthofs bestellte Tierschutzbeauftragte.

Ein Schlachthof, der von der Verpflichtung zur Bestellung eines Tierschutzbeauftragten gemäß Artikel 17 der Verordnung Nr. 1099/2009 ausgenommen ist, bestellt eine Person, die im Besitz des in Artikel 2 genannten Sachkundenachweises ist.

Die Dienststelle wird innerhalb von 24 Stunden nach Auftreten einer Situation, die gegen den Tierschutz verstößt, per E-Mail an [ubea.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:ubea.dgarne@spw.wallonie.be) informiert.

#### KAPITEL VI — *Wissenschaftliche Unterstützung*

**Art. 8** - Die für ihre Arbeit im Bereich des Tierschutzes anerkannten wissenschaftlichen Sachverständigen gemäß Artikel 2 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere leisten der Dienststelle die in Artikel 20 der Verordnung Nr. 1099/2009 genannte wissenschaftliche Unterstützung.

#### KAPITEL VII — *Kontrolle der Schlachtung durch Veterinärsachverständige*

**Art. 9** - In Anwendung von Artikel D.140 bis und Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches kann die Dienststelle in Schlachthöfen Kontrollbesuche durch von ihr bestellte Veterinärsachverständige durchführen lassen.

**Art. 10** - § 1. Für die Zwecke von Artikel 9 führt die Dienststelle ein Verfahren zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags durch, um die Veterinärsachverständigen zu bestellen.

§ 2. In Anwendung von Artikel D.140 bis und Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Veterinärsachverständigen mit Kontrollaufträgen betraut, die sich ausschließlich beziehen auf

- die Schlachtung und die in Artikel 2 *b*) der Verordnung Nr. 1099/2009 definierten damit zusammenhängende Tätigkeiten;

- die in Artikel 2 *b*) der Verordnung Nr. 1099/2009 definierten Standardarbeitsanweisungen des Schlachthofs;

- die Anordnung, Auslegung und Ausrüstung von Schlachthöfen, deren Anforderungen in Anhang II der Verordnung Nr. 1099/2009 festgelegt sind, auf der Grundlage von Informationen, die der Betreiber der Dienststelle gemäß Artikel 14 Absatz 2 der Verordnung Nr. 1099/2009 vorlegt;

- die Sachkunde des Tierschutzbeauftragten.

§ 3. Die Dienststelle übermittelt die Informationen, die für die ordnungsgemäße Durchführung der Kontrollaufträge erforderlich sind, für die der Veterinärsachverständige verantwortlich ist.

**Art. 11** - Der Veterinärsachverständige hat bei der Wahrnehmung seiner Kontrollaufträge folgende Pflichten zu beachten:

1° Sobald der Veterinärsachverständige den Kontrollauftrag angenommen hat, ist er verpflichtet, die in den Vorschriften und Anweisungen festgelegten Bestimmungen und Verfahren strikt einzuhalten und die Zeitpläne zu beachten, die zur Gewährleistung der Kontinuität des öffentlichen Dienstes auferlegt werden können;

2° der Veterinärsachverständige verpflichtet sich, der Dienststelle unverzüglich jede Änderung seiner Qualifikation als Veterinärsachverständiger mitzuteilen, d.h. als unabhängiger Tierarzt, der ordnungsgemäß in der Tierärztekammer eingetragen ist;

3° der Veterinärsachverständige verpflichtet sich, an den vom Auftraggeber organisierten Fortbildungskursen teilzunehmen, um jederzeit über die erforderlichen Fachkenntnisse und Qualifikationen zu verfügen;

4° der Veterinärsachverständige muss jeden Auftrag ablehnen, der ihn in einen Interessenkonflikt bringen würde;

5° der Veterinärsachverständige unterliegt jederzeit einer strengen Schweigepflicht in Bezug auf die Daten, von denen er bei der Ausübung seines Auftrags Kenntnis erlangt, in Bezug auf die Daten, die sich auf die Dienststelle und dessen Verwaltung beziehen, sowie auf die Betriebe, in denen er seine Tätigkeit im Rahmen des Auftrags ausübt, und auf deren Geschäftsführung;

6° der Veterinärsachverständige haftet zivilrechtlich für die erbrachten Leistungen.

#### KAPITEL VIII — *Ausarbeitung und Verbreitung von Leitfäden für bewährte Verfahren und Bestandsräumung*

**Art. 12** - Die Dienststelle ist die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 13 der Verordnung Nr. 1099/2009.

**Art. 13** - Die Dienststelle ist die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 18, §§ 2 bis 4 der Verordnung Nr. 1099/2009.

#### KAPITEL IX — *Tötung von Küken*

**Art. 14** - Die Tötung von Küken von Haushühnern der Art *Gallus gallus* durch Zerkleinerung im Sinne von Anhang I der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 ist verboten.

#### KAPITEL X — *Aufhebende Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und abschließende Bestimmungen*

**Art. 15** - Es werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 11. Februar 1988 über bestimmte durch einen religiösen Ritus vorgeschriebene Schlachtungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 12. April 1988 und vom 27. März 1988 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. August 2016;

2° der Königliche Erlass vom 16. Januar 1998 über den Schutz von Tieren bei der Schlachtung oder Tötung, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. Oktober 2006.



**Art. 16** - Der Betreiber, dessen Schlachthof zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Betrieb ist, verfügt über eine Frist von sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, um die Standardarbeitsanweisungen und die in Artikel 5 Paragraph 1 vorgesehenen Informationen zu übermitteln.

**Art. 17** - Die Sachkundenachweise und die Nachweise der Tierschutzbeauftragten, die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurden, sind für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gültig.

**Art. 18** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

Anhang 1 - Sachkundenachweis

Sachkundenachweis des Schlachthofs Nr. «.....» gemäß Artikel 21 der Verordnung (EG) 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung

Ausgestellt an «Prénom» «Nom»,

geboren «date de naissance », «.....» Staatsangehörigkeit

<p><u>Prüfung:</u></p> <p>datum: «.....» Ort: «.....»</p>	<p><u>Tätigkeiten*:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Handhabung und Pflege von Tieren vor ihrer Ruhigstellung</li> <li>- Ruhigstellung von Tieren zum Zweck der Betäubung oder Tötung</li> <li>- Betäubung von Tieren</li> <li>- Bewertung der Wirksamkeit der Betäubung</li> <li>- Einhängen und Hochziehen lebender Tiere</li> <li>- Entbluten lebender Tiere</li> </ul> <p><i>*Unzutreffendes streichen</i></p>
<p><u>Gültig für*:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rinder</li> <li>- Schweine</li> <li>- kleine Wiederkäuer</li> <li>- Geflügel</li> <li>- Einhufer</li> <li>- Laufvögel</li> <li>- Kaninchen</li> <li>- Farmwild</li> </ul> <p><i>*Unzutreffendes streichen</i></p>	
	<p><u>Art erlaubter Geräte:</u></p>

Ausgestellt durch "Name und Unterschrift"

Datum und Stempel:

**Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten**

Gemäß den Rechtsvorschriften über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie beim Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt, die Bearbeitung Ihrer Akte beim Wallonischen Öffentlichen Dienst zu gewährleisten. Sie dürfen nur dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt übermittelt werden, außer wenn in diesem Formular anderslautende Bestimmungen angegeben werden. Sie Zugang zu Ihren Daten haben oder diese ggf. berichtigen lassen können. Sie dieses Recht (Zugang oder Berichtigung) bei der Dienststelle, an die Sie dieses Formular schicken, geltend machen können.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2021 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

## Anhang 2 - Formular mit Standardarbeitsanweisungen und Informationen des Schlachthofs

Gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2021 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung.

Dieses Formular betrifft: \* 1. Antrag

\* Änderung von Informationen: . . . . .

Schlachthof: . . . . .

Anschrift des Schlachthofs: . . . . .

Name und Vorname des Betreibers: . . . . .

Telefonnummer: . . . . .

E-Mail: . . . . .

Der Schlachthof gehört zu der Kategorie der Schlachthöfe, die mehr als 1 000 Großvieheinheiten (Säugetiere) oder 150 000 Geflügel oder Kaninchen pro Jahr (1) schlachten

[00ef][0081][00af] JA [00ef][0081][00af] NEIN

Ich füge diesem Antrag die folgenden Informationen bei:

WW Die Standardarbeitsanweisungen gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung:

- Eine Beschreibung der Planung der Tötung der Tiere und der damit zusammenhängende Tätigkeiten
- Ergriffene Korrekturmaßnahmen, wenn festgestellt wird, dass ein Tier nicht ordnungsgemäß betäubt wurde

WW Die Schlachtdaten gemäß Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung, die für jede Schlachtlinie Folgendes umfassen müssen:

- die geschlachtete Tierart
- die Höchstzahl der Tiere pro Stunde
- gegebenenfalls das angewandte Verfahren zur Ruhigstellung/Betäubung (Gerätetyp)
- die Kategorie und die Gewichtsklasse der Tiere, für die die Geräte zur Ruhigstellung oder Betäubung eingesetzt werden können

- die Höchstkapazität jeder Stallung:

Als aufrichtig und authentisch bescheinigt.

Datum und Ort:

Unterschrift des Betreibers:

Dieser Antrag und seine Anlagen sind zu richten an

-per E-Mail: [bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be)

oder

- per Post:

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt

Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz

Direktion der Qualität und des Tierschutzes

Chaussée de Louvain 14

5000 Namur

#### Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten

Gemäß den Rechtsvorschriften über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie beim Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt, die Bearbeitung Ihrer Akte beim Wallonischen Öffentlichen Dienst zu gewährleisten. Sie dürfen nur dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt übermittelt werden, außer wenn in diesem Formular anderslautende Bestimmungen angegeben werden. Sie Zugang zu Ihren Daten haben oder diese ggf. berichtigen lassen können. Sie dieses Recht (Zugang oder Berichtigung) bei der Dienststelle, an die Sie dieses Formular schicken, geltend machen können.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2021 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung: "Großvieheinheit" ist eine Standardmaßeinheit, die den folgenden Umrechnungssätzen entspricht: a) ausgewachsene Rinder und Einhufer: 1 Großvieheinheit (GVE); b) sonstige Rinder: 0,50 GVE; c) Schweine mit einem Lebendgewicht von über 100 kg: 0,20 GVE; d) sonstige Schweine: 0,15 GVE; e) Schafe und Ziegen: 0,10 GVE; f) Schaflämmer, Ziegenlämmer und Ferkel mit einem Lebendgewicht unter 15 kg: 0,05 GVE.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31971]

## 8 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering inzake de bescherming van dieren bij het doden

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1099/2009 van de Raad van 24 september 2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden;

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG ;

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, de artikelen D.3, D.57, § 2, D.58, § 3, D.59, D.60 en D.61;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.140bis en R.87 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1988 betreffende sommige door een religieuze ritus voorgeschreven slachtingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 1988 inzake de bescherming van dieren bij het slachten of doden;

Gelet op het rapport van 30 september 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 2020 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2020 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 oktober 2020;

Gelet op advies nr. 01/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 15 januari 2021;

Gelet op advies 69.012/4 van de Raad van State, gegeven op 8 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het waarborgen van de bescherming van dieren bij het doden ervan onder de bevoegdheden van de Waalse Regering valt;

Overwegende dat het economisch belang van kippen die specifiek als hoogrenderende leghennen worden gekweekt geen wettige reden vormt in de zin van artikel 3, § 1, van het Waals Dierenwelzijnwetboek, om mannelijke kuikens uit kweeklijnen via het vermalen te doden;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° Verordening (EG) nr. 1099/2009: Verordening (EG) nr. 1099/2009 van de Raad van 24 september 2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden;

2° de Dienst: de directie van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bevoegd voor het dierenwelzijn;

3° een examen centrum: iedere entiteit die een onafhankelijk examen organiseert waardoor het getuigschrift van vakbekwaamheid bedoeld in artikel 7 van Verordening nr. 1099/2009 bekomen kan worden, die voldoet aan de voorschriften bedoeld in artikel 21, § 2, van Verordening nr. 1099/2009 en waarvan de examenprocedure door de Dienst is goedgekeurd;

4° een grootvee-eenheid: een grootvee-eenheid volgens de omrekeningsgetallen bepaald in artikel 17, § 6, lid 2, van Verordening nr. 1099/2009;

5° een situatie van belangenconflict: situatie waarin zich een expert-dierenarts bevindt die persoonlijke (on)rechtstreekse belangen heeft, die van invloed zouden kunnen zijn of lijken op de wijze waarop hij zijn ambt en de door de Dienst toevertrouwde verantwoordelijkheden opneemt. De (on)rechtstreekse belangen wijzen op ieder voordeel dat voor de expert-dierenarts kan bestaan of ten gunste van personen of organisatie waarmee hij zakenrelaties onderhoudt, zijn familie of naaste personen;

6° een expert-dierenarts: een onafhankelijke dierenarts, die in orde zijn met hun inschrijving in de tabel van de Orde der Dierenartsen en zich niet in een situatie van belangenconflict bevinden ten opzichte van de opdrachten bedoeld in artikel 10, § 2, van dit besluit.

## HOOFDSTUK II. — Bevoegdheid van de personen die het doden van dieren uitvoeren

**Art. 2.** § 1. De Dienst is de bevoegde overheid bedoeld in artikel 21 van Verordening nr. 1099/2009.

§ 2. Overeenkomstig artikel 7 van Verordening nr. 1099/2009 verkrijgt iedere persoon die het doden of de daarmee verbonden verrichtingen uitvoert een getuigschrift van bekwaamheid na een initiële vorming te hebben gevormd en na geslaagd te zijn voor een examen georganiseerd door een examen centrum.

De adresgegevens van de examen centra, goedgekeurd door de Directeur van de Dienst, worden bekendgemaakt op het webportaal Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst.

§ 3. De Directeur van de Dienst reikt het getuigschrift van vakbekwaamheid, dat een enig identificatienummer draagt, uit volgens het model vastgesteld in bijlage 1.

De Directeur van de Dienst kan het uitreiken van de getuigschriften van vakbekwaamheid overdragen aan het examen centrum.

Het examen centrum maakt de lijst van de personen die voor het examen geslaagd zijn, samen met het identificatienummer van hun getuigschrift in voorkomend geval, aan de Dienst over binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van het examen.

§ 4. De Dienst trekt het getuigschrift van vakbekwaamheid in van de persoon die een ernstige inbreuk op de communautaire wetgeving of op de nationale wetgeving heeft gepleegd inzake dierenbescherming.

§ 5. De uitbater voert een vormingssysteem in voor het personeel bedoeld in paragraaf 2. Dat systeem omvat een initiële vorming, evenals jaarlijkse bijscholingsvormingen.

De initiële vorming vormt de vorming bedoeld in paragraaf 2.

§ 6. Het vormingssysteem omvat bij elke vorming minstens twee uren theoretische cursussen met betrekking tot de materies vermeld in bijlage IV bij Verordening nr. 1099/2009 en die verband houden met de categorieën dieren en de praktijken die op het slachthuis betrekking hebben.

§ 7. Het vormingssysteem, bepaald in paragraaf 5, maakt volledig deel uit van de standaardwerkwijzen bepaald in artikel 6 van Verordening nr. 1099/2009.

**Art. 3.** § 1. De verantwoordelijke voor het dierenwelzijn bedoeld in artikel 17 van de Verordening nr. 1099/2009 vervult volgende voorwaarden:

1° hij is houder van een getuigschrift als verantwoordelijke voor dierenwelzijn na een vorming te hebben gevolgd en geslaagd te zijn voor een onafhankelijk examen;

2° overeenkomstig artikel 21, § 6, van Verordening nr. 1099/2009, onverminderd een beslissing van een rechterlijke autoriteit of een bevoegde overheid tot instelling van een verbod op het behandelen van dieren, heeft hij geen enkele inbreuk gepleegd op het Waals Dierenwelzijnwetboek of de uitvoeringsbesluiten ervan in de loop van de drie jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag van het getuigschrift.

Er wordt voldaan aan de voorwaarde van lid 1, 2°, door de Dienst een verklaring op erewoord te verstrekken.

§ 2. De vorming en het examen bepaald in paragraaf 1 worden door een instelling voor hoger onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de overheden bevoegd voor onderwijs georganiseerd. De vorming en het examen worden door de Dienst goedgekeurd.

De vorming omvat minstens zeven uren theoretische cursussen met betrekking tot de materies vermeld in bijlage IV bij Verordening nr. 1099/2009 en die verband houden met de categorieën dieren en de praktijken die op slachthuizen betrekking hebben.

De onderwijsinstelling maakt de Dienst, binnen de dertig dagen na het examen, de lijst over van de personen die voor het examen geslaagd zijn.

Het getuigschrift voor de verantwoordelijke voor dierenwelzijn wordt door de Directeur van de Dienst uitgereikt.

Het getuigschrift wordt als gelijkwaardig erkend met het getuigschrift voor vakbekwaamheid bedoeld in artikel 27, § 7, van Verordening nr. 1099/2009.

**Art. 4.** Overeenkomstig artikel 21, § 7, van Verordening nr. 1099/2009 kan de Dienst sommige kwalificaties erkennen als gelijkwaardig met het getuigschrift voor vakbekwaamheid bedoeld in artikel 21, § 2, van Verordening nr. 1099/2009. De Dienst maakt de lijst van de als gelijkwaardig erkende kwalificaties op het webportaal Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst bekend.

#### HOOFDSTUK III. — Mededeling van de standaardwerkwijzen en overige informatie

**Art. 5.** § 1. Overeenkomstig de artikelen 6, § 4, en 14, § 2, van Verordening nr. 1099/2009 deelt de uitbater de standaardwerkwijzen en volgende gegevens aan de Dienst mee:

- a) het maximum aantal dieren per uur voor elke slachtketen;
- b) de categorieën dieren de gewichten waarvoor het beschikbaar materieel voor het fixeren of bedwelmen van dieren gebruikt kan worden;
- c) de maximumcapaciteit van elke onderbrengvoorziening;
- d) de uitbater verklaart dat het slachthuis al dan niet deel uitmaakt van de categorie slachthuizen die minstens GVE of minder dan vijftig duizend vogels of konijnen per jaar slachten.

§ 2. >

De standaardwerkwijzen en de elementen vermeld in § 1 worden via het formulier bepaald in bijlage 2 aan de Dienst medegegeerd binnen de drie maanden volgend op de aanvang van de activiteit van het slachthuis.

<01

§ 3. De uitbater geeft kennis aan de Dienst van iedere wijziging in de informatie, overgemaakt overeenkomstig paragraaf 2 voorafgaandelijk aan de invoering ervan.

#### HOOFDSTUK IV. — Videobewaking

**Art. 6.** § 1. Overeenkomstig artikel D.58 van het Waals Dierenwelzijnwetboek installeren de uitbaters camera's voor videobewaking, gericht op de levende dieren op alle plaatsen van het slachthuis waar zich levende dieren bevinden.

§ 2. De camera's voor videobewaking registreren doorlopend exploiteerbare beelden waardoor een volledig overzicht mogelijk is over alle stappen van het uitladen van de dieren bij aankomst in het slachthuis tot en met de slachting ervan.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de slachthuizen van minder dan duizend VGE of minder dan honderd vijftig duizend dieren of konijnen per jaar, op voorwaarde dat een expert-dierenarts, aangewezen door de Dienst overeenkomstig artikel 12 van dit besluit, toeziet op de inachtneming van het welzijn van de dieren tijdens de gehele duur van de slachting en daarmee verbonden verrichtingen.

§ 4. De uitbater laat toe dat iedere persoon bedoeld in het tweede lid van paragraaf 2 van artikel D.58 van het Waals Dierenwelzijnwetboek toegang heeft tot de videobewakingsbeelden.

§ 5. De uitbater vergewist zich ervan dat er duidelijke en zichtbare aanwijzingen zijn waardoor iedere persoon die gefilmd zouden kunnen worden er kennis van kunnen krijgen.

Deze aanwijzingen omvatten de identiteit van de verantwoordelijke voor de behandeling van de beelden, het doel van de bewaking en iedere andere informatie nodig voor het waarborgen van de rechten van de betrokken personen. Deze informatie kan niet enkel bij wijze van aanplakking van een symbool gegeven worden.

Overeenkomstig de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG wordt alle informatie vermeld in artikel 13 ervan eveneens verstrekt aan de personen die gefilmd zouden kunnen worden.

Daarnaast worden de werknemers ingelicht over het aantal geïnstalleerde camera's, hun exacte plaats en de periodes waarin ze actief zijn.

§ 6. Overeenkomstig artikel D.58, paragraaf 3, 4°, van het Waals Dierenwelzijnwetboek is de uitbater verantwoordelijk voor de behandeling in de zin van Verordening (EG) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

#### HOOFDSTUK V. — *Verplichte kennisgeving*

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel D.60 van het Waals Dierenwelzijnwetboek is de verantwoordelijke van het dierenwelzijn, aangewezen door de uitbater van het slachthuis, de persoon gemachtigd om de inachtneming van het dierenwelzijn te bewaken en te controleren.

Het slachthuis, vrijgesteld van de verplichting om een verantwoordelijke voor dierenwelzijn aan te wijzen als bepaald in artikel 17 van Verordening nr 1099/2009, wijst een persoon aan die het getuigschrift voor vakbekwaamheid bedoeld in artikel 2 bezit.

Elke situatie die het dierenwelzijn aantast wordt medegedeeld aan de Dienst, binnen een maximumtermijn van 24 uur na het voorvallen ervan, bij elektronisch bericht gericht aan e-mail adres [ubea.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:ubea.dgarne@spw.wallonie.be).

#### HOOFDSTUK VI. — *Wetenschappelijke ondersteuning*

**Art. 8.** De wetenschappelijke deskundigen erkend voor hun werken inzake dierenwelzijn bedoeld in artikel 2, 9°, houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn) voorzien de Dienst van de wetenschappelijke ondersteuning bedoeld in artikel 20 van Verordening nr 1099/2009.

#### HOOFDSTUK VII. — *Controle op het slachten door experts-dierenartsen*

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel D.140bis en artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek kan de Dienst door experts-dierenartsen, door laatstgenoemde aangewezen, controle-opdrachten laten uitvoeren in de slachthuizen.

**Art. 10.** § 1. Om het doel gesteld in artikel 9 te verwezenlijken, gaat de Dienst over tot een procedure voor een overheidsopdracht voor aanwerving van diensten om experts-dierenartsen aan te wijzen.

§ 2. Overeenkomstig artikel D.140bis en artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek worden de experts-dierenartsen belast met de controle-opdrachten die enkel betrekking hebben op:

- het slachten en de daarmee verbonden verrichtingen, omschreven in artikel 2, b), van Verordening nr 1099/2009;
- de standaardwerkwijzen van het slachthuis omschreven in artikel 2, i), van Verordening nr 1099/2009;
- de configuratie, de inrichting en de uitrusting van de slachthuizen, waarvan de voorschriften vallen onder bijlage II bij Verordening nr 1099/2009, op grond van de informatie aan de Dienst overgemaakt door de uitbater overeenkomstig artikel 14, § 2, van Verordening nr 1099/2009;
- de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor het dierenwelzijn.

§ 3. De Dienst deelt de nodige informatie voor de zorgvuldige uitvoering van de controle-opdrachten waarmee de expert-dierenarts wordt belast, mee.

**Art. 11.** De expert-dierenarts neemt volgende verplichtingen in het kader van de uitvoering van zijn controle-opdrachten in acht:

1° wanneer de controle-opdracht eenmaal door de expert-dierenarts is aanvaard, is laatstgenoemde gehouden tot de strikte naleving van de bepalingen en de procedures vastgesteld in de reglementering, de aanwijzingen, evenals tot de naleving van de uren die in voorkomend geval worden opgelegd met het oog op de continuïteit van de openbare dienstverlening;

2° de expert-dierenarts verbindt zich ertoe de Dienst onverwijld in te lichten over iedere wijziging van zijn kwalificaties als expert-dierenarts, namelijk onafhankelijk dierenarts te zijn, die in orde is met zijn inschrijving in de tabel van de Orde der Dierenartsen ;

3° de expert-dierenarts verbindt zich ertoe, deel te nemen aan de vormingen georganiseerd door de opdrachtgever om permanent te beschikken over de nodige technische kennis en kwalificaties;

4° de expert-dierenarts heeft als plicht iedere opdracht te weigeren die hem in een situatie van belangenconflict zou plaatsen;

5° de expert-dierenarts is te allen tijde gehouden tot een strikte terughoudendheid betreffende de gegevens waarvan hij kennis heeft in het voltrokken van de taken die zijn opdracht vormen, betreffende de gegevens die betrekking hebben op de Dienst en het beheer ervan, evenals op de inrichtingen waar zijn activiteiten uitoefent in het kader van de opdracht en op hun bedrijfsvoering;

6° de expert-dierenarts is burgerlijk aansprakelijk voor de geleverde prestaties.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Uitwerking en verspreiding van de handleidingen voor goede praktijken en ruimingsoperaties*

**Art. 12.** De Dienst is de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 van Verordening nr. 1099/2009.

**Art. 13.** De Dienst is de bevoegde overheid bedoeld in artikel 18, §§ 2 tot 4, van Verordening nr. 1099/2009.

#### HOOFDSTUK IX. — *Doden van kuikens*

**Art. 14.** Het is verboden, kuikens van huishoenders van de soort *Gallus gallus* via vermalen als bedoeld in bijlage I bij Verordening nr 1099/2009 te doden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 11 februari 1988 betreffende sommige door een religieuze ritus voorgeschreven slachtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1988 en 27 maart 1998, en bij het besluit van de Waalse Regering van 18 augustus 2016;

2° het koninklijk besluit van 16 januari 1998 inzake de bescherming van dieren bij het slachten of doden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 oktober 2006.

**Art. 16.** De uitbater wiens slachthuis actief is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit beschikt over een termijn van zes maanden na inwerkingtreding van dit besluit om de standaardwerkwijzen en de gegevens bepaald in artikel 5, § 1, mede te delen.

**Art. 17.** De getuigschriften van vakbekwaamheid en de getuigschriften als verantwoordelijke voor dierenwelzijn uitgereikt voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn geldig voor de toepassing van dit besluit.

**Art. 18.** De Minister bevoegd voor Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Bijlage 1. Het getuigschrift vakbekwaamheid

Getuigschrift vakbekwaamheid van het slachthuis nr: overeenkomstig artikel 21 van Verordening (EG) nr. 1099/2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden

Verleend aan «voornaam» «naam»,

geboren op «geboortedatum», van «.....» nationaliteit

<p><u>Examen:</u></p> <p>Datum : : TM100 Datum: TM90 (datum). TM83 (datum) «.....» Plaats : «.....»</p>	<p><u>Slachtactiviteiten* :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- behandelen en verzorgen van dieren voorafgaand aan de fixatie</li> <li>- fixeren van dieren met het oog op het bedwelmen of doden</li> <li>- bedwelmen van dieren</li> <li>- beoordelen van de effectiviteit van de bedwelming</li> <li>- aanhaken of optakelen van levende dieren</li> <li>- verbloeden van levende dieren</li> </ul> <p><i>*ongeldige categorie verwijderen</i></p>
<p><u>Geldig voor* :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- runderen</li> <li>- varkens</li> <li>- kleine herkauwers</li> <li>- pluimvee</li> <li>- paardachtigen</li> <li>- ratieten</li> <li>- konijnen</li> <li>- gekweekt wild</li> </ul> <p><i>*ongeldige categorie verwijderen</i></p>	
	Type toegelaten materiaal

Uitgereikt door "Naam en handtekening"

Datum en stempel:

**Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens**

Overeenkomstig de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dienen de gegevens waarmee u dit formulier invult voor de opvolging van uw dossier bij de Waalse Overheidsdienst. Behoudens andersluidende melding in dit formulier mogen ze slechts aan de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt worden. U kunt toegang krijgen tot uw gegevens of ze in voorkomend geval laten rechtzetten. U kunt dat recht (toegang of rechtzetting) uitoefenen bij de dienst waarbij u dit formulier hebt ingediend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2021 betreffende de bescherming van dieren bij het doden.

Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## Bijlage 2. Formulier met standaardwerkwijzen en informatie ivm het slachthuis

Overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2021 betreffende de bescherming van dieren bij het doden.

Dit formulier betreft: \* 1<sup>e</sup> aanvraag

\* wijziging van informatie: . . . . .

Slachthuis: . . . . .

Adres van het slachthuis: . . . . .

Naam en voornaam van de exploitant: . . . . .

Telefoonnummer: . . . . .

Email : . . . . .

Het slachthuis behoort tot de categorie slachthuizen die meer dan 1 000 eenheden grootvee (zoogdieren) of 150 000 vogels of konijnen per jaar slachten (1)

JA NEE

Bij deze aanvraag voeg ik de volgende gegevens:

WW De standaardwerkwijzen overeenkomstig artikel 6 van Verordening (EG) nr. 1099/2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden, die omvatten: Een beschrijving van de planning van het doden van de dieren en de daarmee verband houdende activiteiten

- De getroffen corrigerende maatregelen wanneer wordt vastgesteld dat een dier niet naar behoren is bedwemeld

WW De slachtgegevens overeenkomstig artikel 14 van Verordening (EG) nr. 1099/2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden, die, voor elke slachtlijn, de volgende gegevens omvatten:

- De geslachte soort

- Maximumaantal geslachte dieren per uur

- In voorkomend geval, het gebruikte immobilisatie/bedwelmingsprocedé (soort materiaal)

- De categorie dieren en het gewicht waarvoor het beschikbare immobilisatie- of bedwelmingsmateriaal kan worden gebruikt

- De maximale capaciteit van elke onderbrenglocatie

Waar en oprecht verklaard,

Datum en plaats:

Handtekening van de exploitant :

Deze aanvraag en de bijlagen moeten worden teruggestuurd

-per email: [bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:bienetreanimal.dgarne@spw.wallonie.be)

of

- per post:

Waalse Overheidsdienst

Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-Être animal (Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn)

Direction de la Qualité et du Bien-être animal (Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn)

Chaussée de Louvain 14

5000 Namen

#### Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Overeenkomstig de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dienen de gegevens waarmee u dit formulier invult voor de opvolging van uw dossier bij de Waalse Overheidsdienst. Behoudens andersluidende melding in dit formulier mogen ze slechts aan de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt worden. U kunt toegang krijgen tot uw gegevens of ze in voorkomend geval laten rechtzetten. U kunt dat recht (toegang of rechtzetting) uitoefenen bij de dienst waarbij u dit formulier hebt ingediend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2021 betreffende de bescherming van dieren bij het doden.

Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1099/2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden wordt onder "grootvee-eenheid" verstaan een standaardmeeteenheid die overeenkomt met de volgende omrekeningsgetallen: a) grootvee en paardachtigen : 1 grootvee-eenheid (GVE); b) andere runderen: 0,50 GVE; c) varkens met een levend gewicht van meer dan 100 kg: 0,20 GVE; d) andere varkens: 0,15 GVE; e) schapen en geiten: 0,10 GVE; f) lammeren, geitjes en biggen met een levend gewicht van minder dan 15 kg: 0,05 GVE